



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

**Sous-comité des droits internationaux de la
personne du Comité permanent des affaires
étrangères et du développement international**

SDIR • NUMÉRO 029 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 1^{er} novembre 2016

Président

M. Michael Levitt

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 1^{er} novembre 2016

• (1300)

[Traduction]

Le président (M. Michael Levitt (York-Centre, Lib.)): Bonjour à tous.

Nous tenons aujourd'hui une séance d'urgence sur la crise humanitaire qui sévit et s'aggrave à Alep. Les violations flagrantes des droits de la personne que nous observons de toutes parts suscitent de graves inquiétudes. Les civils coincés au milieu du conflit ne peuvent s'échapper et sont confrontés à une terrible réalité alors qu'Alep est réduite en ruines.

Il ne fait aucun doute que des civils sont ciblés et tués par des bombardements qui frappent sans discrimination, des barils explosifs, des sous-munitions et, comme nous l'avons entendu ce week-end, des armes chimiques qui auraient présumément été employées.

Dans ce contexte, j'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins d'aujourd'hui. Raed Al Saleh, chef de la Syria Civil Defence, aussi appelée White Helmets, témoignera par téléconférence à partir d'Istanbul. Nous entendrons aussi Sébastien Beaulieu, directeur exécutif, Relations Moyen-Orient, ainsi que Heather Jeffrey, directrice générale, Assistance humanitaire internationale, d'Affaires mondiales Canada.

Merci beaucoup à tous de témoigner aujourd'hui. Nous commencerons par entendre les exposés, après quoi nous vous poserons des questions.

Monsieur Al Saleh, si vous êtes prêt, vous pouvez commencer votre exposé.

M. Raed Al Saleh (chef, Défense civile syrienne - Casques blancs, à titre personnel): Bonjour, mesdames et messieurs.

Je voudrais remercier le Parlement du Canada de me donner l'occasion de livrer un témoignage sur la situation tragique qui sévit à Alep en raison de la crise humanitaire.

J'aimerais réitérer mes remerciements à tous pour m'avoir offert l'occasion de témoigner à propos de la situation tragique qui sévit à Alep en particulier, et en Syrie en général.

Je suis chef de la Défense civile syrienne, appelée Casques blancs, un groupe constitué de bénévoles qui travaillent ensemble. Sa principale tâche consiste à offrir des premiers soins quand des frappes aériennes touchent des lieux civils.

À Alep, le convoi d'aide humanitaire des Nations Unies a récemment été la cible d'une attaque des forces militaires aériennes. La ville se trouve en situation tragique. En sept jours, nous avons subi plus de 1 000 frappes aériennes, dont 19 ont largué des bombes qui ont touché des refuges. Il y a eu près de 800 frappes aériennes au cours desquelles diverses armes ont été employées.

Ces frappes aériennes surviennent régulièrement, et je vais vous donner des chiffres sur les endroits ciblés à Alep. Dans les trois centres de la Syria Civil Defence, il y a eu sept opérations, au cours desquelles 12 véhicules ont été détruits et 12 personnes ont été blessées. Nos forces ont en outre fait l'objet de neuf attaques. Les routes principales d'Alep ont été ciblées à plus de 12 reprises. Une centrale électrique a également été prise pour cible. Outre trois entrepôts contenant des vivres et des fournitures, quatre hôpitaux ont été détruits et 413 maisons de civils ont été attaquées. De petites armes ont été employées 16 fois, alors que 60 barils explosifs ont été utilisés, ce qui a déclenché 66 incendies. Qui plus est, la ville a été bombardée quatre fois par des missiles sol-air, et 24 bombes à dispersion ont été utilisées.

Au cours du dernier mois, 460 personnes sont mortes et 800 ont été blessées, dont 200 ont eu besoin de soins médicaux immédiats. Nous avons réussi à en transporter certaines, mais pas toutes, car il nous est extrêmement difficile de transporter des blessés graves à Alep. À ce jour, 209 enfants et 210 femmes sont morts, et 324 femmes et hommes ont été blessés. Toutes ces statistiques sur la ville d'Alep n'ont été recueillies que depuis la fin de la pause humanitaire.

• (1305)

Je n'ai toutefois parlé que de la ville d'Alep. En ce qui concerne la situation générale en Syrie, la ville de Douma, située dans la Ghouta orientale, a également été la cible de frappes aériennes qui ont fait un nombre considérable de blessés et de morts. D'autres villes ont aussi été attaquées. Tout l'équipement a été entièrement détruit. À Idlib, il y a eu plus de 100 morts et un grand nombre de blessés, dont des femmes et des enfants.

Il y a trois jours, une école a été le théâtre d'une terrible effusion de sang. Des enfants et des professeurs ont été tués lors de ce massacre épouvantable. Du chlore gazeux aurait été utilisé à Ar Rashidiya et à Al Zibdia, à Alep. Des bombes à dispersion, pourtant interdites à l'échelle internationale, auraient été employées, notamment dans le Sud d'Alep, dans une autre ville et dans les environs de la ville d'Ariha. Voilà qui décrit brièvement la situation, et ce ne sont là que des statistiques qui vous donnent une idée de la vie des civils à Alep sous les frappes aériennes continuelles.

Si nous voulons parler de la ville d'Alep en général, le prix de l'essence y est très élevé et les denrées alimentaires y sont devenues chères depuis le début du siège des forces armées syriennes et des milices qui les appuient. La pénurie de matériel médical nécessaire est telle que nous ne pouvons même pas prendre soin de nouveaux blessés.

Un nouveau type de bombe, utilisé à 19 reprises à Alep, provoque la destruction et l'effondrement de nombreux édifices à proximité du centre de l'explosion 15 minutes après l'attaque. Les frappes aériennes sont très intenses.

Voilà qui résume la situation et la tragédie que vivent les habitants d'Alep.

Je profite de l'occasion pour remercier le gouvernement et la population du Canada d'avoir accueilli des milliers de réfugiés syriens afin de leur permettre de vivre en paix et en sécurité au Canada.

Je suis prêt à répondre aux questions que les députés pourraient avoir. De plus, si vous avez une adresse de courrier électronique officielle, nous pouvons vous faire parvenir des rapports qui décrivent la situation quotidienne à Alep et les tragédies qui y surviennent tous les jours en raison des frappes aériennes qui ciblent des communautés et des centres civils.

Merci.

• (1310)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Al Saleh.

Nous entendrons maintenant les témoins d'Affaires mondiales Canada avant de procéder aux tours de questions. Si nous pouvons vous garder en ligne, toutefois, il serait crucial que le Comité puisse vous poser des questions et entendre vos réponses.

Cela étant dit, je vous présente Sébastien Beaulieu, directeur exécutif, Relations Moyen-Orient.

Vous pouvez faire votre exposé.

S.E. M. Sébastien Beaulieu (directeur exécutif, Relations Moyen-Orient, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci, monsieur le président.

Je suis enchanté de témoigner aujourd'hui en compagnie de ma collègue, Heather Jeffrey.

Permettez-moi de commencer mon témoignage avec une citation affligeante:

C'est votre dernier espoir. Sauvez votre peau. Si vous ne quittez pas rapidement les lieux, vous serez anéantis. Vous savez que le monde vous a abandonnés. Il vous a laissés affronter seul l'inéluctable et personne ne vous viendra en aide.

Il s'agit en fait du gouvernement de la Syrie qui s'adresse à ses propres citoyens dans des tracs qu'il a laissés tomber récemment sur Alep.

Monsieur le président, j'aimerais vous remercier, vous et le Sous-comité, de vous intéresser à la situation en Syrie et d'y réagir. Grâce à la technologie et aux médias sociaux, la séance d'aujourd'hui constitue une autre mesure du Canada qui servira à contrer la propagande du régime Assad et de ses sympathisants. Elle permettra d'offrir de l'espoir aux Syriens en Syrie et au Canada.

Comme vous l'entendrez aujourd'hui, le Canada n'a pas oublié les Syriens ou, en particulier, la population d'Alep. Il n'a pas oublié la tragédie de la Syrie, comme Assad et ses sympathisants voudraient le faire croire aux Syriens.

Monsieur le président, je voudrais m'attarder aujourd'hui aux mesures que le Canada prend pour réagir à cette tragédie, qui a des

répercussions régionales et internationales. Les Nations unies ont récemment qualifié la situation en Syrie, et à Alep en particulier, de honte de notre génération et de crime d'envergure historique. Srebrenica, Grozny et Guernica ont toutes été évoquées pour susciter des images d'horreur, de crainte et de destruction. Nous venons d'entendre que 250 000 personnes sont assiégées, bombardées, affamées et privées d'aide humanitaire depuis juillet.

Ce matin à peine, le secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, a dit craindre qu'Alep ne soit réduite en poussière par les bombardements. Parallèlement, le ministre de la Défense de la Russie a indiqué que les pourparlers de paix sont reportés indéfiniment. Les perspectives sont donc sombres.

Monsieur le président, au cours des derniers mois, le Canada a joué un rôle crucial dans les multiples efforts diplomatiques déployés pour en arriver à un arrêt des hostilités. À titre de membre du Groupe de soutien international à la Syrie, qui compte 26 membres, le Canada a exercé des pressions sur toutes les parties afin de les inciter à faire preuve de la bonne volonté nécessaire pour faire cesser les combats et pour entamer des pourparlers de paix.

Les choses ont toutefois pris une tournure différente quand, dans un affront flagrant aux efforts de la communauté internationale, le régime Assad et ses sympathisants ont lancé une offensive générale contre Alep, ouvrant ainsi un nouveau chapitre sombre dans le conflit syrien. Cela s'est produit le 22 septembre 2016, à l'instant même où 26 ministres étrangers, y compris un participant du Canada, assistaient à une réunion du Groupe de soutien international à la Syrie à New York sous la présidence des États-Unis et de la Russie. C'était juste après une attaque aérienne coordonnée menée par des avions de la Russie et du régime sur un convoi humanitaire du Croissant rouge arabe des Nations unies et de la Syrie. Vous vous rappellerez les unes des journaux à ce sujet.

Le lendemain de la réunion des ministres à New York et de la séance d'information que les Casques blancs y ont donnée à plusieurs ministres étrangers, les forces aériennes du régime ont lancé une attaque ciblée contre les Casques blancs à Alep, détruisant, comme vous l'avez entendu, trois de ses quatre stations.

Depuis le 22 septembre, tous les yeux sont tournés vers la souffrance qui afflige Alep. Voici certaines des mesures que nous avons prises. Le Canada a promptement et fortement dénoncé les actes de la Syrie et de la Russie qui ciblent les civils, les infrastructures, les installations médicales et l'aide humanitaire.

L'ambassadeur de Russie au Canada a été convoqué par Affaires mondiales le 26 septembre. Nous lui avons signifié que nous craignons que les actes de la Russie ne nuisent à l'atteinte d'une résolution pacifique et qu'ils n'incitent en fait l'opposition à se radicaliser.

Le Canada a coparrainé à ce sujet une résolution que la France a présentée devant le Conseil de sécurité; cette résolution a été défaite le 8 octobre, la Russie ayant opposé son veto. Le Canada fait aussi partie de la demi-douzaine de pays qui ont cosigné, avec les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, une lettre adressée au président du Conseil de sécurité des Nations unies, dans laquelle ils déplorent l'impasse et ils incitent le Conseil à passer à l'action.

Le Canada et le ministre des Affaires étrangères font également partie d'un groupe de pays qui ont tôt fait de dénoncer la commission de crimes de guerre en Syrie et de réclamer une enquête, ainsi qu'une plus grande reddition de comptes. Ils ont également dénoncé le recours répété et systématique aux armes chimiques par le régime syrien contre sa propre population, comme vous l'avez souligné il y a quelques instants, monsieur le président.

Dans un rapport publié la semaine dernière, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques de l'ONU, aussi appelée OIAC, a conclu que le régime Assad avait de nouveau utilisé des armes chimiques, sous la forme de barils explosifs remplis de chlore, contre des civils.

• (1315)

Je suis fier de dire que le Canada figure parmi les principaux participants à ce mécanisme d'enquête, insistant pour que les responsables soient davantage tenus de rendre des comptes en Syrie de façon générale, notamment en ce qui concerne les armes chimiques.

Monsieur le président, l'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU à agir récemment a incité le Canada à diriger un effort visant à informer l'Assemblée générale des Nations unies de la situation en Syrie. Nous avons fait parvenir, au nom de 70 pays, une lettre au président de l'Assemblée. Cette dernière a ainsi procédé, le 20 octobre, à une mobilisation de haut niveau sans précédent. La séance d'information passionnée que le secrétaire général de l'ONU et son envoyé en Syrie, Staffan de Mistura, ont donnée aux 193 pays membres de l'organisation a permis d'élargir l'ampleur de la condamnation et à accentuer la pression sur le régime et ses sympathisants.

Le gouvernement du Canada, à l'instar de votre sous-comité, est particulièrement préoccupé par la situation à Alep. Il a donc coparrainé une résolution dirigée par le Royaume-Uni afin d'informer le Conseil des droits de l'homme à ce sujet. J'ai le plaisir d'annoncer que cette résolution a été adoptée et qu'une commission d'enquête se penche sur la situation des droits de la personne à Alep, comme nous le faisons ici aujourd'hui. Nous attendons un rapport dans les prochains mois.

Hier à peine, le 31 octobre, l'examen périodique universel de la Syrie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a donné au Canada une autre occasion de réclamer la fin de la violence, des mauvais traitements et de la torture; une aide humanitaire et un accès en temps opportun et sans entrave; une enquête sur les abus et les violations des droits de la personne et du droit humanitaire; et la libération des détenus.

Sachez enfin que le Canada coparraine la résolution des Nations unies la plus exhaustive à ce jour à propos de la Syrie. Cette résolution de 10 pages, qui en est une de condamnation et d'appels à l'action, traite des pires histoires d'horreur de l'humanité qui se produisent en Syrie.

• (1320)

[Français]

Monsieur le président, les élections de vendredi dernier au Conseil des droits de l'homme de l'ONU peuvent être une indication que les pressions internationales portent leurs fruits, car, comme certains observateurs l'ont fait remarquer, on attribue le rejet de la candidature de la Russie à ses actions en Syrie.

Le Canada continuera de maintenir son engagement diplomatique mondial et ses pressions sur l'ensemble des parties au conflit.

Je tiens à faire remarquer que, bien que le régime Assad et ses partisans soient en grande partie responsable de la situation en Syrie et à Alep à ce jour, nous surveillons attentivement l'ensemble des parties au conflit.

Nous sommes très préoccupés par les comptes rendus récents selon lesquels certains groupes de l'opposition parmi les plus radicaux utiliseraient quelques-unes des tactiques que le Canada a condamnées avec tant de vigueur et qu'il continuera à condamner.

Monsieur le président, en plus de ses interventions diplomatiques, le Canada apporte aussi des améliorations à l'aide de ses activités de développement, d'aide humanitaire et de stabilisation. Elles font partie de la stratégie régionale du Canada annoncée en début d'année en réponse à la crise en Syrie et en Irak.

Comme l'autre témoin l'a mentionné, le Canada réinstalle des réfugiés syriens au Canada et fournit une aide au développement dans les régions pour permettre aux collectivités qui accueillent un grand nombre de réfugiés syriens de fournir les services de base à la population locale et aux réfugiés.

Le Canada appuie les civils dans les zones de la Syrie contrôlées par l'opposition. Nous appuyons des initiatives pour protéger ces civils, pour améliorer la prestation de services, la sécurité et la gouvernance dans les zones contrôlées par l'opposition modérée. Nous appuyons aussi la société civile syrienne afin qu'elle joue un rôle efficace dans les activités de consolidation de la paix et de responsabilisation.

Plus tôt, j'ai fait allusion à la question de la responsabilité. Nous appuyons la collecte d'éléments de preuve en Syrie afin d'établir la responsabilité dans cette tragédie.

Le Canada aide également l'opposition à se préparer aux négociations de paix. Bien que cela nous semble lointain, nous gardons espoir que ces négociations reprendront le plus rapidement possible.

Nous nous employons à soutenir les efforts de nombreux alliés pour garder l'opposition syrienne en vie — et quand je parle de la maintenir en vie, c'est au sens propre et au sens figuré.

Nous accélérons la mise en oeuvre de divers projets pour protéger les civils à Alep en appuyant le renforcement des capacités civiles de surveillance, d'alerte précoce et d'intervention d'urgence. Les casques blancs sont bien placés pour parler de ces enjeux.

[Traduction]

Monsieur le président, la situation humanitaire à Alep, dont l'homme est responsable, est innommable et intolérable. Je soulignerai la nature systématique des attaques sur les installations médicales et les sauveteurs. Il reste moins de 30 médecins dans l'Est de la ville, et seulement 6 hôpitaux partiellement fonctionnels offrent encore des services.

L'aide humanitaire du Canada est fournie par ses partenaires de l'ONU et des ONG, qui atteignent les populations vulnérables dans des zones assiégées et difficiles d'accès de la Syrie de diverses manières, procédant notamment à l'acheminement d'aide transfrontalière et même, dans certains cas, à des parachutages. Le Canada pourrait en faire bien plus si les conditions le permettaient. Depuis que les routes d'accès de l'aide humanitaire à l'Est d'Alep ont été fermées en juillet, aucun convoi humanitaire n'a pu accéder à la ville assiégée. Comme aucune fin des hostilités n'est imminente, on estime que 250 000 personnes restent piégées dans l'Est d'Alep, une région que les convois des Nations unies n'ont pu atteindre depuis le 7 juillet. On s'attend à ce que les vivres et les fournitures médicales manquent dans les prochaines semaines si toutes les parties du conflit ne peuvent garantir l'accès sécuritaire de l'aide humanitaire ou si le siège ne peut être rompu.

En 2016, le Canada a versé jusqu'à présent 65 millions de dollars en aide humanitaire aux organismes des Nations unies et aux ONG qui travaillent en Syrie, dont un grand nombre poursuivent leurs activités à Alep, malgré l'accès restreint. Les stocks d'aide humanitaire qu'ils ont entreposés avant qu'ils n'aient plus accès à la région leur permettent de continuer la distribution d'aide vitale dans l'Est d'Alep. Cette aide prend principalement la forme d'aide alimentaire, de soins de santé primaire et d'urgence, d'intervention en matière de nutrition et de distribution d'articles non alimentaires, comme des couches et des nécessaires de toilette. Cependant, comme nous venons de l'entendre, les vivres, le carburant et le matériel médical commencent à se faire rares, et les attaques incessantes sur les civils et les infrastructures civiles ont fait des morts et limité sérieusement la capacité des travailleurs humanitaires sur place de poursuivre leur travail.

Monsieur le président, dans le cadre de nos efforts, nous devons aussi nous assurer que l'engagement et les actions du Canada soient connus au pays et à l'étranger. Nous savons que comme vous, les Canadiens se préoccupent de la Syrie. Ils l'ont d'ailleurs montré en accueillant des dizaines de milliers de réfugiés syriens dans leurs maisons et leurs communautés dans toutes les régions du pays. Notre gouverneur général était en Jordanie hier et dimanche afin de visiter un camp de réfugiés et de constater par lui-même la situation des réfugiés syriens.

Les Canadiens s'intéressent, tout comme vous, à ce que fait le Canada, et il est crucial que les Syriens sachent également ce qu'il fait afin de contrer la propagande du régime, qui leur affirme qu'ils ont été abandonnés. C'est dans ce but qu'une nouvelle plateforme a été créée récemment sur les médias sociaux, sous le nom de @CanadaSyrie. Affaires mondiales a publié plus de 300 gazouillis et images sur les médias sociaux depuis six mois. Les médias sociaux étant ce qu'ils sont, ces publications ont rapidement joint l'opposition et donné un peu d'espoir aux Syriens.

Je ferais également remarquer que les ministres d'Affaires mondiales Canada se sont personnellement beaucoup investis dans ce dossier et se sont exprimés sur les nombreuses facettes du conflit syrien, comme l'a fait notre Parlement. Par exemple, ils ont publié, à propos de la Syrie, un nombre sans précédent de déclarations officielles et d'appels à l'action. J'en compte 17 en moins d'un an.

En ce qui concerne enfin l'autre partie de la présente séance, vous serez heureux d'apprendre qu'Affaires mondiales collabore étroitement avec le Royaume-Uni afin d'accueillir les Casques blancs au Canada au début de décembre. Je voudrais profiter de l'occasion pour saluer, aux fins du compte rendu et au nom du gouvernement du Canada, le courage de la Défense civile syrienne, plus connue sous le nom de Casques blancs. Ce sont des gens qui risquent leur

vie quotidiennement dans les efforts incessants de recherche et de sauvetage qu'ils déploient à Alep et en Syrie en dépit du danger. Si leur histoire connaît un plus grand retentissement au Canada, la population canadienne pourra entendre parler de leur lutte héroïque et avoir un sombre aperçu de la vie à Alep et aux premières lignes de ce conflit terrible et tragique qui a fauché des milliers de vies et perturbé la destinée de plusieurs millions de personnes.

Je conclurai en indiquant qu'Affaires mondiales fera en sorte que la séance que le Sous-comité tient aujourd'hui sur la situation à Alep soit connue de ceux qui ont désespérément besoin de l'espoir et de la solidarité qu'apportent votre travail et votre attention à l'égard de la Syrie. Ce sera une autre mesure du Canada qui contribuera à entretenir l'espoir à Alep et en Syrie.

Merci, monsieur le président.

● (1325)

Le président: Merci beaucoup.

Je veux simplement m'assurer que M. Al Saleh est toujours en ligne.

M. Raed Al Saleh : Oui, je peux vous entendre très bien.

Le président: D'accord. Formidable.

Nous allons sans plus tarder entamer la période de questions, en commençant par M. Anderson.

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à nos témoins de leur présence ici aujourd'hui.

Monsieur Al Saleh, les discussions ont été nombreuses. On a négocié quelques cessez-le-feu. Il semble qu'on ait permis à quelques civils de quitter la ville et aux militaires de se regrouper, puis il y a eu la reprise des attaques contre les civils, les hôpitaux et les convois d'aide.

Jusqu'à maintenant, l'ONU n'ont pas été efficaces. Pouvez-vous nous donner une idée de la solution? Que proposez-vous? Quelles autres solutions et mesures pourrait-on mettre en oeuvre si les Nations unies n'arrivent toujours pas à gérer la situation de manière efficace?

● (1330)

M. Raed Al Saleh: Est-ce à moi que vous posez la question?

M. David Anderson: Oui.

M. Raed Al Saleh : Franchement, les Nations unies ne peuvent pas travailler sans offrir une garantie à leurs aides. Elles ne peuvent pas aider Darayya et n'ont pas été en mesure de le faire au cours des quatre dernières années, surtout dans le nord de la Syrie.

La même chose s'est produite dans d'autres régions assiégées comme Damas, Zabadani, Wadi Barada, le nord de la Ghouta et El-Waer. Nous travaillons jour et nuit pour offrir les premiers soins aux civils et fournir des services d'urgence. Nous tentons d'aider les collectivités touchées par les frappes aériennes. Nous faisons de grands sacrifices. Nous avons perdu environ 147 membres de la Défense civile syrienne, mais cela ne nous arrêtera pas. Nous allons poursuivre notre travail.

La meilleure solution est d'appuyer les organisations de la société civile qui travaillent à offrir des services rapidement, malgré tout. Il faut les appuyer.

M. David Anderson: Pouvez-vous nous parler de votre organisation? Nous aimerions en savoir plus sur l'aide que vous offrez, la formation de vos membres et leurs activités. Nous les avons vus sauver des gens à la télévision. Quelle formation vos membres reçoivent-ils et quelles sont leurs activités?

M. Raed Al Saleh : Nous travaillons depuis que les frappes aériennes contre les civils ont commencé en 2013. Nous n'avons aucune formation à l'époque. Puis, nous avons commencé à être formés par des organisations de la société civile turques. Nous avons aussi été formés par un autre organisme affilié aux Nations unies, en plus de recevoir une formation de sept jours en Turquie.

Nous sommes ensuite retournés en Syrie pour mettre en œuvre la formation sur les opérations de recherche et sauvetage dans nos régions.

Il y a un an, nous avons commencé à recevoir des formateurs. Nous avons gagné de l'expérience en protection civile. Toute la formation se fait maintenant en Syrie. Nous effectuons les opérations de première intervention en cas de frappes aériennes de même que les opérations de recherche et sauvetage des civils dans les décombres, et nous avons des unités de service-incendie qui offrent leur aide et prodiguent les premiers soins aux personnes blessées. Nous déplaçons les civils en dehors des zones touchées, nous aidons les blessés et nous aidons les familles à identifier les morts.

Nous enseignons aussi aux collectivités, aux femmes et aux enfants ce qu'il faut faire en cas de frappes aériennes et de bombardements, et quoi faire avec les appareils qui restent après la guerre.

Nous avons environ 90 bénévoles et nous tentons d'engager un plus grand nombre de femmes dans la protection civile. Nous tentons d'habiliter les femmes et les jeunes, pour promouvoir la résistance en Syrie, afin d'offrir des services et des secours dans les collectivités.

Nous tentons aussi d'offrir des services d'urgence, d'entretien et de réparation pour l'électricité et les voies d'approvisionnement. Voilà les services que nous offrons en Syrie. Notre organisation compte environ 3 000 bénévoles qui travaillent dans 120 stations, réparties dans neuf gouvernorats: Damas, le nord de Damas, Homs, Alep, Hama, Lattaquié, et nous travaillons présentement à la création de quatre autres stations dans le gouvernorat de Quneitra afin d'y offrir des services, puisqu'il n'en reçoit pas.

Nous avons environ 360 bénévoles qui travaillent tous les jours à aider les victimes des frappes aériennes et à offrir des services d'urgence aux civils en Syrie.

• (1335)

M. David Anderson: Je crois qu'il ne me reste plus de temps, mais je tiens à souligner votre leadership et les efforts héroïques de votre groupe. Nous vous en remercions.

Pourriez-vous prendre une minute pour nous expliquer les dangers auxquels vos membres sont confrontés alors qu'ils tentent de faire leur travail?

M. Raed Al Saleh : Pour être honnête, la plus grande menace à laquelle nous sommes confrontés au quotidien, c'est la stratégie militaire utilisée par le régime syrien depuis 2013, qui est aussi utilisée par les forces aériennes russes depuis un an: les frappes aériennes doubles. On lance des frappes aériennes dans une région puis, lorsque les premiers répondants sont sur le terrain, on en lance d'autres ailleurs, ce qui augmente le nombre de personnes blessées

ou tuées. Les frappes ont tué environ 147 membres de notre organisation.

Le président: Je vous remercie de votre question. La parole est maintenant à M. Miller. Allez-y, monsieur.

M. Marc Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Soeurs, Lib.): Merci.

Je représente une partie de la ville qui compte le plus de Syriens au Canada. Tous les jours, ils nous font part de leurs préoccupations, à mes collègues et à moi. Je tiens à souligner qu'ils suivent la politique ici et dans leur pays d'origine, et qu'ils n'appuient pas nécessairement un camp plutôt qu'un autre. Ils sympathisent avec les diverses factions, y compris le gouvernement. Toutefois, personne ne justifie ce qui se passe à Alep. Les Syriens s'inquiètent de la situation humanitaire à Alep et des infractions commises, surtout par le gouvernement syrien, mais aussi par toutes les parties. C'est une tragédie.

Nous avons rarement la chance d'entendre les gens qui sont sur le terrain. J'aimerais donner l'occasion à M. Al Saleh de nous parler des problèmes humanitaires dans l'est d'Alep. Je pense notamment aux civils qui sont la cible des frappes, aux restrictions en matière d'aide, de nourriture et d'accès médical, à ce que son groupe doit gérer au quotidien.

Pourriez-vous nous en parler un peu plus, monsieur Al Saleh?

Merci.

M. Raed Al Saleh : Depuis la fin du dernier cessez-le-feu humanitaire, et depuis que nous sommes assiégés, on n'achemine plus d'aliments, de fournitures médicales, ni d'essence vers Alep. Avant le siège, un baril de diesel coûtait 100 \$. Aujourd'hui, il coûte plus de 700 \$, voire 1 000 \$. Nous devons rationner l'utilisation du diesel.

L'approvisionnement de réserve qu'ont les Casques blancs ou les boulangeries qui fournissent des services de base aux civils ne pourra pas durer plus de 20 à 30 jours. Les civils souffrent plus parce que les personnes qui offrent des produits de boulangerie sont ciblées, tout comme les postes d'eau et d'électricité et les stations qui offrent des services médicaux et des fournitures. Nous connaissons une pénurie de produits pharmaceutiques et de fournitures médicales. Il y a environ 200 personnes blessées en danger, qui ont besoin de soins immédiats. Nous devons évacuer les blessés. Sinon, ils mourront dans quelques jours.

La situation est difficile à Alep. Il faut des mesures internationales importantes. Nous n'avons pas besoin de nouvelles résolutions de la part du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous n'avons pas besoin de nouvelles initiatives politiques. Nous avons besoin de mesures immédiates pour aider les civils.

Certaines résolutions interdisent l'utilisation de ces armes et des barils d'explosifs, mais elles ne servent à rien. Il faut prendre des mesures concrètes. Les résolutions n'ont pas empêché l'utilisation de barils d'explosifs sur des civils à Alep. Nous sommes confrontés à une situation très difficile.

La communauté internationale devrait prendre des mesures importantes et immédiates pour mettre fin à la souffrance des civils à Alep. Comme je l'ai dit, les Casques blancs offrent des services à tous les Syriens. Nous sommes impartiaux. Des civils sont tués chaque jour à Alep et en Syrie. Les frappes aériennes ciblent les civils. Nous devons poursuivre les criminels pour mettre fin à toute cette souffrance.

• (1340)

Le président: Merci beaucoup.

Madame Hardcastle, vous avez la parole.

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Al Saleh. Pourriez-vous nous en dire plus sur la façon dont sont prises les décisions pour les Casques blancs? Quelles sont vos sources de financement et comment êtes-vous régis?

M. Raed Al Saleh : Le financement provient de plusieurs parties et d'amis du peuple syrien au sein des institutions internationales comme l'USAID, les États-Unis et le Royaume-Uni. Nous recevons aussi l'aide du Japon, des Pays-Bas, du Danemark et de l'Allemagne. Ce sont les États qui nous offrent leur soutien et leur financement par l'entremise des institutions internationales.

En ce qui a trait à la prise de décisions et à la gouvernance des associations des Casques blancs, nous tenons des élections chaque année. Pour les stations de la Défense civile syrienne, c'est un bureau ou un pouvoir général qui prend les décisions. En Syrie, c'est un comité exécutif élu qui prend les décisions relatives à la Défense civile syrienne ou aux Casques blancs.

Le président: La parole est maintenant à Mme Khalid. Allez-y, madame.

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Al Saleh, de votre témoignage.

Je crois que le monde entier a vu les Casques blancs sortir un petit garçon nommé Omran des décombres en Syrie et le placer dans une ambulance. Ce petit garçon était couvert de poussière et de sang, et je crois que cette image a eu un effet sur le monde entier, en lui montrant ce que les frappes aériennes signifiaient vraiment pour le peuple syrien, et celui d'Alep en particulier.

Je vous remercie de votre travail acharné.

Ma première question s'adressera à M. Beaulieu, si cela vous convient.

Monsieur, la Russie a fait valoir à de nombreuses reprises que sa campagne aérienne en Syrie visait principalement à défier le groupe État islamique ou Daech. Est-ce réaliste?

S.E. M. Sébastien Beaulieu: Je vous remercie de cette question.

Pour être franc, le Canada a remis en question cette hypothèse de la Russie. Je pourrais en parler plus longuement, mais c'est la réponse fondamentale. Nous ne croyons pas que ce soit la bonne façon de rétablir la paix en Syrie. En fait, cela ne fait que radicaliser davantage l'opposition et la mettre entre les mains des groupes terroristes.

• (1345)

Mme Iqra Khalid: Merci.

Est-ce que le Canada entretient une relation avec les Casques blancs?

S.E. M. Sébastien Beaulieu: Comme j'y ai fait allusion plus tôt, nous travaillons avec le Royaume-Uni en vue d'accueillir les Casques blancs au Canada dans quelques semaines. Nous travaillons en étroite collaboration avec de nombreux membres de la société civile syrienne en Syrie et ailleurs, et je suis heureux de dire que les Casques blancs font partir de notre réseau de partenaires.

Mme Iqra Khalid: Merci. Ce sont de très bonnes nouvelles.

En ce qui a trait aux frappes aériennes, à l'établissement de zones d'exclusion aérienne au-dessus des populations denses et à la création d'espaces sécuritaires pour les civils, est-ce que c'est possible?

S.E. M. Sébastien Beaulieu: Merci.

Oui, on aborde souvent ces questions. Ce sont des opérations très complexes, des opérations militaires qui doivent commencer par la neutralisation des défenses aériennes dans la zone, par exemple. Il faut pour cela assurer la surveillance et la conformité. Dans certains cas, les zones sécuritaires deviennent plutôt une cible. C'est une question très complexe et c'est pourquoi la communauté internationale n'a pas entrepris d'établir de telles zones.

Mme Iqra Khalid: Merci.

Monsieur Al Saleh, que peut faire le Canada pour votre organisation sur le terrain? Que pouvons-nous faire de plus?

M. Raed Al Saleh : Pour être franc, nous sommes en pourparlers avec le Canada pour obtenir du soutien pour les Casques blancs. Nous voulons aussi travailler avec le gouvernement pour encourager les femmes et la société syrienne à participer à la protection civile, pour mobiliser plus de gens. Nous travaillons aussi à renforcer les institutions et les stations des Casques blancs et à sensibiliser davantage la société civile et la collectivité pour lutter contre la violence faite aux civils. On travaille aussi à empêcher l'utilisation des bombes à dispersion. Ce sera une première étape dans la bonne direction, et les femmes pourront jouer un plus grand rôle dans notre société.

Mme Iqra Khalid: Merci beaucoup, monsieur.

Le président: Merci.

Madame Watts, vous avez la parole.

Mme Dianne L. Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Merci beaucoup.

Je vous remercie de nous avoir fourni tous ces renseignements. Je remarque dans les documents du ministère des Affaires étrangères — et j'ai encerclé plusieurs mots — qu'on dénonce vivement certains gestes, qu'on se dit préoccupé, qu'on envoie des lettres et qu'on rédige des résolutions. Je crois qu'on lance 17 appels à l'action. Or, la situation demeure désastreuse.

J'ai quelques questions à poser à cet égard. Je comprends l'importance d'appuyer les premiers répondants ainsi que la recherche et le sauvetage. Je comprends aussi que la nourriture et les fournitures médicales ne dureront que 20 ou 30 jours.

Est-ce que le Canada ou la communauté internationale peuvent larguer des aliments ou des fournitures médicales?

Ma question s'adresse à M. Al Saleh.

M. Raed Al Saleh : Je n'en ai aucune idée. Ce sont des questions techniques qui relèvent des pays qui jouent un rôle dans la coalition internationale, en plus des Nations unies. Les Nations unies travaillent à cette question. Nous ne pouvons pas nous prononcer sur la livraison aérienne de fournitures. La décision ne relève pas de nous, mais bien de la coalition internationale contre Daech et des Nations unies. Je ne peux prendre une telle décision.

Nous avons besoin que ces décisions soient prises pour offrir des fournitures médicales et des réserves de carburant aux hôpitaux, aux boulangeries et aux stations des Casques blancs.

• (1350)

Mme Dianne L. Watts : Si l'on parle de 250 000 personnes qui sont assiégées et bombardées, et qui voient leurs réserves médicales et alimentaires diminuer, il me semble que... je vais reformuler ma pensée: est-ce que cela vous aiderait si la communauté internationale larguait des fournitures médicales, des aliments et d'autres choses dont vous avez désespérément besoin?

M. Raed Al Saleh : Ce serait peut-être utile, mais la solution consiste à lever le siège imposé aux civils. Le largage n'est pas la solution; il faut aider les civils. Il faut lever le siège qui fait souffrir les civils. Il y a 250 000 personnes assiégées à Alep, et bon nombre d'entre elles sont des enfants. Le nombre de médecins est très limité.

Mme Dianne L. Watts : Ce que vous dites, c'est qu'il faut cesser les frappes aériennes.

M. Raed Al Saleh : Non, ce n'est pas ce que j'ai dit.

Mme Dianne L. Watts : D'accord. Pouvez-vous reformuler ce que vous venez de dire?

M. Raed Al Saleh : Oui. Certainement.

Ce que je voulais vraiment dire, c'est que le largage de vivres est une solution temporaire pour fournir des premiers soins et des fournitures médicales, mais la solution est d'exercer des pressions sur la Russie pour lever le siège imposé aux civils à Alep.

Mme Dianne L. Watts : Je comprends.

Merci.

Le président : Il vous reste encore 30 secondes.

Mme Dianne L. Watts : C'est correct.

Le président : Monsieur Tabbara, vous avez la parole.

M. Marwan Tabbara (Kitchener-Sud—Hespeler, Lib.) : Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins ici aujourd'hui de leur témoignage.

Je tiens particulièrement à remercier M. Al Saleh pour le travail acharné qu'accomplissent en particulier les Casques blancs. Ces personnes se rendent dans des régions qui sont la cible de bombardements et où de nombreux conflits font rage. Lorsque des civils s'enfuient et se mettent à l'abri, les Casques blancs sont la force de première ligne qui va sur le terrain pour aider les civils.

J'aimerais parler des réseaux de santé dans cette région. Des médecins et des groupes de défense des droits de la personne ont révélé que les risques avec lesquels doivent composer le personnel médical et les patients en Syrie ont entraîné l'essor d'un réseau de santé parallèle.

Pouvez-vous nous parler des problèmes vécus en ce qui concerne ces établissements de soins de santé improvisés et des répercussions sur les civils sur place?

M. Raed Al Saleh : Nous avons remarqué que des hôpitaux ont dernièrement été pris pour cible, même des hôpitaux de Médecins

sans frontières. Quatre des six hôpitaux à Alep ont été pris pour cible. Depuis trois ans, plus de 1 250 travailleurs de la santé ont été tués, et le Dr Hasan al-Araj, qui était appuyé par l'Association arabe syrienne, a été tué il y a quelques mois.

Nous essayons de protéger les hôpitaux. D'autres États marquent d'un croissant ou d'une croix les hôpitaux, mais nous essayons en Syrie de construire des hôpitaux souterrains ou dans les montagnes pour les protéger et les empêcher d'être bombardés.

• (1355)

M. Marwan Tabbara : J'ai une deuxième question, monsieur Al Saleh.

D'autres pays arabes, notamment les États du golfe ou de l'Afrique du Nord, ont-ils aidé les Casques blancs ou ont-ils même offert de l'aide supplémentaire dans la région d'Alep?

M. Raed Al Saleh : Des pays voisins ont offert de l'aide en vue de construire des camps de réfugiés près de la frontière avec la Turquie et d'approvisionner en nourriture ces camps. Il y a 10 jours, les Casques blancs ont reçu une subvention unique du Qatar pour acheter des appareils de recherche et de sauvetage.

M. Marwan Tabbara : Ma dernière question s'adresse à vous, monsieur Beaulieu.

Dans votre exposé, vous avez mentionné que le Canada aide les forces de l'opposition. Je sais que l'Armée syrienne libre fait partie des forces de l'opposition sur le terrain et qu'il y a diverses autres factions.

Pouvez-vous nous préciser les groupes auxquels nous offrons de l'aide et du soutien?

S.E. M. Sébastien Beaulieu : Merci de votre question.

Nous collaborons avec l'opposition. Je tiens à dire clairement que nous fournissons uniquement de l'aide non meurtrière. Nous rencontrons parfois des groupes de l'opposition. Nous avons un représentant spécial auprès de l'opposition qui lui transmet les messages du Canada et sert d'intermédiaire entre nous et non seulement l'opposition, mais aussi le reste de la communauté internationale. La majorité des pays aux vues similaires ont des envoyés spéciaux en Syrie.

Il y a de la coordination sur le terrain dans la région. Cela ne se fait pas vraiment en Syrie, mais bien à Istanbul, à Beyrouth, à Amman et en Arabie saoudite. Nous avons un grand réseau sur place. Nous offrons également du soutien au Haut comité des négociations, qui est le représentant de l'opposition dans les pourparlers de paix.

M. Marwan Tabbara : Merci.

Le président : J'aimerais seulement soulever quelques points.

Monsieur Beaulieu, lorsque nous avons demandé à M. Al Saleh ce que le Canada peut faire de plus, il a notamment parlé de mobiliser la société civile et de lui faire parvenir plus de ressources. Vous avez entendu la demande. Qu'en pensez-vous? Y a-t-il moyen de le faire efficacement et rapidement?

Je sais que l'une des recommandations dans la déclaration commune qui sera publiée à la suite de la réunion est le rétablissement du Fonds de secours d'urgence pour la Syrie, soit un fonds qui, si je ne m'abuse, est arrivé à échéance au printemps.

S.E. M. Sébastien Beaulieu: Je peux vous assurer que les conversations que nous avons à l'interne avec nos partenaires et la société civile syrienne portent sur les manières de les soutenir et de leur offrir notre aide là où il y a des besoins. Les programmes sont déployés et annoncés lorsque des décisions sont prises. Nous travaillons rapidement.

L'un des aspects propres à Alep en particulier est les systèmes d'alerte avancée, qui permettent de réellement sauver des vies. Le suivi des aéronefs et des vols — savoir quand ils décollent et être en mesure de prévenir les civils en Syrie que des avions viennent de décoller — nous donne espoir d'être capables de sauver des vies en Syrie et à Alep en particulier.

• (1400)

Le président: Merci.

Madame Hardcastle, vous avez la parole.

Mme Cheryl Hardcastle: Merci, monsieur le président.

Je sais qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps et que nous avons entendu des renseignements qui ne laissent personne indifférent. J'aimerais reprendre là où s'est arrêté M. Tabbara avec sa question à M. Beaulieu.

Pouvez-vous nous aider à comprendre ce que vous voulez dire par « Le Canada aide également l'opposition à se préparer aux négociations de paix »? Pouvez-vous nous expliquer ce dont il est question?

S.E. M. Sébastien Beaulieu: Oui. Au cours des derniers mois, il y a eu quelques séries de pourparlers de proximité ou de paix à Genève. Le Canada collabore avec l'opposition pour l'aider à se

préparer à ces pourparlers en offrant des formations sur les négociations et en l'aidant à comprendre ce qui est en jeu et à élaborer sa stratégie relativement à ces négociations très difficiles à Genève avec le régime syrien. Nous offrons également des conseils juridiques et du financement aux organismes qui participent aux processus de paix dans le monde et qui, à leur tour, aident le Haut comité des négociations.

Le président: Merci. Je vois que notre temps est pratiquement écoulé. Voilà qui conclut notre réunion d'aujourd'hui.

Nous avons entendu des témoignages poignants, et je crois que nous avons traité d'enjeux importants, comme les violations flagrantes des droits de la personne et la situation tragique dans laquelle se trouve la population civile d'Alep.

Monsieur Al Saleh, à l'instar de mes collègues, je tiens à saluer le travail héroïque que vous et votre organisme, les Casques blancs, accomplissez dans des circonstances extrêmement difficiles.

Nous nous retrouvons avec plus de questions que de réponses cet après-midi, mais le Sous-comité et le Parlement continueront de braquer les projecteurs sur cet enjeu et de faire notre part pour nous assurer que les violations flagrantes des droits de la personne ne passent pas inaperçues ici au Canada.

Je remercie sincèrement les témoins que nous avons entendus aujourd'hui d'Affaires mondiales Canada et des Casques blancs. À la fin de la réunion, nous publierons une déclaration commune au nom de tous les membres du Comité. Merci.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>